

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

N° 17.955

Palestiniens et Israéliens signent un armistice pour Gaza

Grande victoire de la résistance palestinienne

Après 50 jours de bombardements et plus de 2.130 morts, Israël a dû signer un cessez-le-feu avec la Palestine. Le peuple palestinien n'a pas boudé sa victoire. Gaza a explosé de joie.



Réunionnais solidaires de la lutte pour la paix en Palestine, le 3 août dernier lors du rassemblement de Saint-Denis.

Le cessez-le-feu a une durée illimitée, c'est un véritable armistice permettant aux familles chassées de leur foyer par les bombes israéliennes de retourner chez elles. Le cessez-le-feu obtenu face à une puissance dotée de l'arme nucléaire et équipée d'armes de destruction dernier cri est la victoire de la résistance. Le peuple palestinien n'a pas boudé sa victoire. Gaza a explosé de joie. Depuis 20 heures ce mardi, la paix a repris ses droits.

Ce sont les Palestiniens les premiers à annoncer la nouvelle, un accord de cessez-le-feu a été trouvé pour Gaza. Depuis 20 heures heure de La Réunion, les Palestiniens de Gaza peuvent souffler. Par milliers, ils ont investi la rue pour manifester leur joie à coups de klaxon.

D'autres préparent leur retour, car 250.000 habitants de Gaza ont été chassé de leur maison par l'offensive de l'armée d'occupation. Ils ne sont pas sûrs de retrouver leur foyer en bon état.

3 fois plus d'habitants que La Réunion

L'accord donne satisfaction à plusieurs revendications palestiniennes. Il prévoit notamment la levée du blocus de cette enclave palestinienne. Il sera aussi possible pour les pêcheurs d'élargir leur zone. Des discussions doivent aussi s'ouvrir pour la construction d'un port en eau profonde à Gaza. Trois fois plus peuplée que La Réunion, cette région n'a pas de port. Toutes les marchandises passent par les routes israéliennes. Cela permet aux forces d'occupation d'asphyxier à volonté la Bande de Gaza. Un seul geste, et ce sont les pénuries pour 1,8 million d'habitants, sans oublier les restrictions de circulation. Le Hamas salue déjà une grande victoire, et c'est Mahmoud Abbas, chef du gouvernement palestinien, qui a donné les détails de l'accord. La résistance du peuple palestinien et la pression internationale ont fait recu-

ler l'envahisseur. C'est en effet la Palestine qui annonce la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le gouvernement et l'armée d'occupation. Cette dernière avait lancé une offensive sans précédent contre le peuple palestinien à Gaza.

Israël est même accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Non seulement son armée continue d'occuper la Palestine au mépris de toutes les décisions prises par l'ONU depuis 1947, mais en plus elle bombarde les hôpitaux et les écoles de l'ONU, dernier refuge pour une population écrasée par les bombes. C'est bien triste pour les dirigeants d'un pays fondé par des victimes d'un crime contre l'humanité.

Réunionnais solidaires

A La Réunion, les Réunionnais se sont mobilisés pour la Paix en Palestine. Plusieurs initiatives avaient été lancées. Les Réunionnais n'ont pas manqué à leur devoir de solidarité envers un peuple opprimé comme l'étaient les Sud-Africains du temps de l'Apartheid.

L'accord qui doit être présenté par le gouvernement de l'Autorité Palestinienne prévoit notamment la levée du blocus de Gaza. Les occupants ont en effet encerclé près de 2 millions de personnes dans une ceinture de fer et de feu, sans aucun espoir de libération sauf par la lutte.

Cette lutte a payé, et déjà c'est une victoire de la résistance qui est saluée. Le combat exemplaire des Palestiniens rappelle qu'une cause juste peut triompher, même si l'adversaire est soutenu et armé par les puissances occidentales.

Un remaniement brise la dynamique d'un début de campagne

Socialistes du PS et du Progrès n'ont pu surfer qu'un week-end sur la vague Hollande

Au moment où François Hollande faisait une tournée dans notre île avec les parlementaires des deux PS implantés à La Réunion dans son sillage, Manuel Valls convoquait l'ensemble des ministres et des secrétaires d'Etat à Matignon pour ce qui allait être la dernière réunion du gouvernement Valls¹. Le samedi la Fédération du Parti socialiste, et le dimanche les socialistes du Progrès rivalisaient d'enthousiasme pour saluer une visite qualifiée de très positive. Moins de 24 heures après la conférence de presse de ces derniers, le gouvernement n'existait plus, et la dynamique était cassée...

Samedi 23 août, les responsables de la fédération départementale du PS ont donné leur point de vue sur la visite de François Hollande. Sans surprise, ils estiment que ce séjour s'est très bien passé. Morceaux choisis extraits du "Journal de l'île" du lendemain:

Monique Orphé: «On a eu un président très à l'écoute. On n'a pas entendu dire que les Réunionnais sont des assistés».

Philippe Leconstant: «Le président a été à la mesure des attentes des Réunionnais dans les principaux domaines que son l'emploi et l'agriculture. (...) Il nous appartient d'être à la hauteur de l'effort que l'Etat a consenti pour notre territoire»

Dimanche 24 août, les parlementaires d'un autre PS, appelé le Progrès ont tenté d'aller encore plus loin dans le service après-vente de la visite du président de la République. Extraits du "JIR":

Patrick Lebreton: «Cette visite n'a ressemblé à aucune autre, Nicolas Sarkozy, lui, était venu lancer sa campagne (...) Nous voulons que ce qui a été annoncé devienne réalité et le plus vite possible. La concrétisation,

c'est maintenant!»

Jean-Jacques Vlody: «Si après cette visite, il y a encore des critiques, alors on pourra les taxer de mauvaises foi»

Jean-Claude Fruteau: «Il y avait tant d'attente et il y a eu tant de résultats»

Michel Vergoz atterré «par le harcèlement autour de la politique gouvernementale»

Coup de tonnerre le 25 août

Lundi 25 août, coup de tonnerre, Manuel Valls présente la démission du gouvernement. François Hollande le reconduit dans ses fonctions avec comme mission de conduire une nouvelle équipe. Voici les commentaires des mêmes personnes dans le même journal:

Philippe Leconstant: «Au sein du parti socialiste, le débat est ouvert depuis longtemps entre les partisans de la ligne présidentielle, celle de la politique de l'offre, et ceux qui optent pour la demande (...) C'est un débat légitime qui est tranché au niveau du parti à la majorité. En revanche, ça

pose problème lorsque ce débat survient au sein du gouvernement».

Monique Orphé: «Demander un changement de cap après avoir voté la confiance il y a cinq mois, c'est incompréhensible. (...) S'il y avait une solution facile, nous l'aurions appliquée»

Patrick Lebreton: «Dans un contexte de crise, une équipe gouvernementale se doit d'être soudée et cohérente. Faire le choix de la cohésion, c'est peut-être faire le choix politique le plus courageux (...) Les parlementaires du Progrès demandent donc au Premier ministre d'affirmer et de poursuivre l'action sociale de soutien à l'emploi et à l'économie que le président de la République a illustrée lors de sa visite réunionnaise».

Michel Vergoz: «M. Montebourg a largement dépassé la solidarité minimale lorsqu'on est membre d'un gouvernement (...) la question est de savoir si nous sommes dans l'affirmation et la rénovation d'un PS en PSD. Personnellement, je suis un social-démocrate, je suis pour l'économie de marché. Je n'ai jamais compris qu'on montre du doigt l'entrepreneuriat».

Manifestement, l'enthousiasme est bien retombé...

Un proche de François Hollande à l'Economie

Gouvernement Valls quasiment reconduit

La composition du deuxième gouvernement Valls a été annoncée mardi soir. C'est la même équipe de ministres, à l'exception d'Arnaud Montebourg poussé vers la sortie, de Benoît Hamon et d'Aurélie Filipetti démissionnaires.

La seule nouveauté est l'arrivée à Bercy d'un proche de François Hollande, Emmanuel Macron. La suite est un jeu de chaises musicales. Des attributions changent, avec l'arrivée de Najat Valaud Belkacem à l'Education, et celle de Fleur Pellerin

à la Culture.

Le PRG se maintient aussi dans le gouvernement. En échange de son appui, il demande que les départements ne soient pas supprimés dans les zones rurales.

Édito

La Réunion exclue du document final du sommet de la COI

Lors du passage de Hollande à La Réunion, nous avons rappelé qu'il allait au Sommet de la COI, et qu'en conséquence, il était juste qu'il annonçât aux Réunionnais la teneur de son intervention. Pour la bonne et simple raison qu'il y allait au nom de La Réunion, voisine géographique des autres membres. Et en l'espèce, ce serait un «deni de démocratie», s'il jamais il avait tenu les Réunionnais dans l'ignorance.

Ca n'a pas manqué. Il va aux Comores et avant de poser le pied à Moroni, la capitale, il fait des déclarations incendiaires sur la question de Mayotte. Celui a eu pour conséquence une singulière réplique de Président comorien. François Hollande croit acheter le calme comorien en annonçant l'effacement de la dette comorienne envers la France! Le Président français n'est pas allé au Sommet de la COI pour parler de La Réunion et défendre nos intérêts, il a réglé un compte avec le pays hôte. C'est indécent.

Aux Comores qui accueillaient le Sommet de la COI, il a oublié La Réunion, si bien que nous ne sommes même pas cités dans la déclaration finale. Voici un extrait: «Le Sommet salue le rôle joué par la COI dans la conclusion des négociations de l'Accord de Partenariat Economique (APE) intérimaire avec l'Union européenne. Il demande une mise en œuvre efficace de cet accord avec le soutien de la COI et de ses partenaires. Les chefs d'Etat et de gouvernement souhaitent une conclusion rapide d'un APE complet dans lequel le groupe Comores

– Madagascar – Maurice – Seychelles (CMMS) pourrait jouer un rôle significatif. Ils souhaitent également que la COI participe activement à sa mise en œuvre. La France y participera en qualité d'observateur.»

Non seulement, La Réunion est exclue mais la France devient simple spectateur de l'évolution en cours. Les producteurs ont de quoi être inquiets, car le fruit de leur travail est voué à être concurrencé par tout ce qui viendra de chez nos voisins, à un coût de production bien moins élevé.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés

69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergés • 1957 - 1964 : Paul Vergés • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
ÉMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

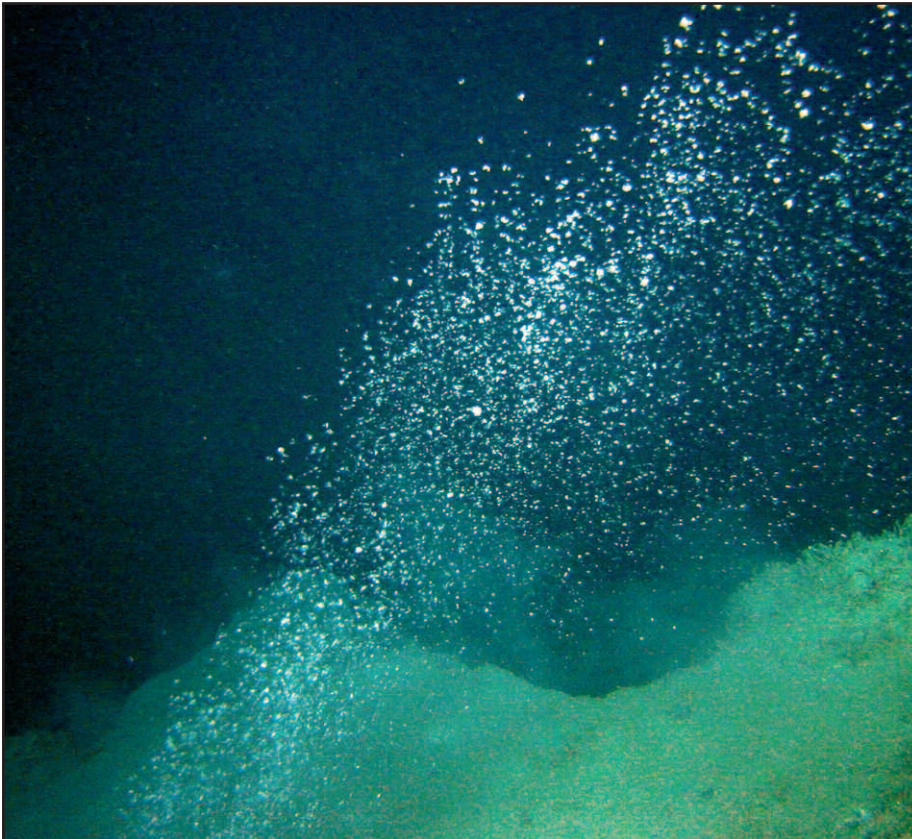
ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
ÉMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr

Un phénomène pouvant accélérer le réchauffement climatique

Du méthane découvert dans l'Atlantique

Depuis un millier d'années, du méthane s'échappe du fond de l'océan, pourtant ce n'est qu'aujourd'hui que les scientifiques ont découverte cette fuite. Des centaines de cheminées crachent du méthane.



Des bulles de méthane s'échappent du fond de l'océan.

Des recherches ont été menées entre 2011 et 2013, le long de la côte Est des Etats-Unis à l'aide d'ondes sonores par l'American Oceanic and Atmospheric Administration. Les résultats mettent en évidence plus de 570 fuites de méthane entre le Cap Hatteras en Caroline du Nord et Nantucket, où le plateau continental rencontre l'océan, a révélé la revue américaine «Nature GeoScience». Le méthane est un important contributeur à l'effet de serre qui pourrait avoir un impact sur le réchauffement si de grandes quantités parvenaient à gagner l'atmosphère.

D'importantes fuites

Le méthane découvert s'échappe à des profondeurs situées entre 250 et

600 mètres sous l'eau, sous deux formes. Les suintements découverts se produisent à des profondeurs peu élevées, et proviennent de microbes, situés plus en profondeur et émanant d'hydrates de méthane, un mélange cristallisé d'eau et de gaz.

Cette découverte est considérée comme inhabituelle dans la région car de telles fuites se produisent généralement dans des zones «tectoniquement actives». Or la côte est des Etats-Unis est considérée comme une zone calme «froide, vieille et ennuyeuse», a expliqué Carolyn Ruppel, co-auteur de l'étude.

A l'heure actuelle, les chercheurs ne savent pas pourquoi autant de fuites de méthane sont présentes le long de cette côte atlantique. Mais pour ces derniers, il est certain que de nouvelles plates-formes de forage en mer devraient éclore. «Nous n'avons

aucune preuve que cette matière puisse devenir une ressource récupérable. Ni qu'il existe des gisements de pétrole et de gaz à cet endroit», a expliqué l'auteur.

Aggraver le réchauffement climatique

D'après les chercheurs, les suintements découverts pourraient servir dans les laboratoires, pour l'étude du changement climatique et de ses effets potentiels. En effet, des millions de tonnes de méthane sont figés dans le pergélisol de l'Arctique et plusieurs études estiment que le réchauffement rapide de l'océan polaire pourrait perturber ces dépôts.

Les pergélisols se mettraient à fondre et à libérer le gaz, ce qui augmenterait les niveaux de gaz à effet de serre de la planète et pourrait accélérer le changement climatique. De plus, un léger réchauffement de l'eau de mer pourrait déstabiliser le mécanisme qui piège ce méthane et entraîner la libération d'un important volume de ce gaz dans l'océan puis dans l'atmosphère.

Carolyn Ruppel, co-auteur de la nouvelle étude, a expliqué à la revue «Science», qu'il y a des «des raisons de croire que la présence de certaine infiltration a été déclenchée par des changements dans les conditions océanographiques». Cependant, prouver que le changement climatique est directement responsable de cette fuite pourrait être difficile, a indiqué Christian Berndt, géophysicien marin. Alors que la conférence mondiale de météorologie mettait en garde les effets des changements climatiques sur les réseaux de transports aériens et maritimes. Cette nouvelle découverte pourrait impacter les déplacements en mer, car un réchauffement de l'eau pourrait entraîner des phénomènes naturels extrêmes.

Céline Tabou

Crise en Europe

La BCE veut dynamiser l'économie

A l'occasion du forum économique et monétaire de Jackson Hole (Wyoming) aux États-Unis, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE), Mario Draghi, a appelé les gouvernements de la zone euro à faire plus, afin de dynamiser l'économie.

Le président de la BCE s'est dit «confiant dans le fait que le paquet de mesures que nous avons annoncé début juin va contribuer à donner l'impulsion attendue à la demande» au sein de la zone euro, car «nous nous tenons prêts à ajuster davantage la position de notre politique». Ajoutant qu'«aucun accommodement budgétaire ou monétaire ne peut compenser les réformes structurelles nécessaires dans la zone euro», Mario Draghi a rappelé que la reprise dans la zone était «uniformément faible» et le chômage élevé.

Accélérer les réformes

Le Produit intérieur brut (PIB) de la zone euro a stagné au second trimestre de l'année, avec une contraction de 0,2% en Allemagne, une croissance nulle en France et l'Italie qui a replongé dans la récession. S'ajoute à cela, une inflation au ralenti à 0,4% en juillet, très loin de l'objectif de la BCE d'une hausse des prix légèrement inférieure à 2%.

«Les mesures structurelles nationales qui permettent de s'attaquer à ces problèmes ne peuvent plus être reportées. Cet agenda de réformes couvre le marché du travail, les marchés de produits ainsi que les actions de soutien à l'environnement des affaires», a précisé le président de la BCE.

Insistant sur l'urgence à agir en faveur de l'emploi et des marchés du travail, il a mis en exergue la «fragilité» de l'union monétaire, en raison de l'hétérogénéité au sein des pays de la zone. Ce dernier a proposé «une stratégie pour réduire le sous-emploi», devant «impliquer à la fois des politiques de la demande et de l'offre, tant pour la zone euro qu'au niveau national».

Mario Draghi a reconnu que «sans une demande agrégée plus élevée, nous (les Européens) risquons (de nous confronter à) un chômage structurel plus élevé». Une remarque en contradiction avec les politiques publiques menées dans certains pays européens, dont la France, qui vient de



Mario Draghi, président de la BCE, appelle à soutenir aussi la demande, donc le pouvoir d'achat des travailleurs. Cela ne va pas dans le sens du Pacte de responsabilité.

remercier son Ministre de l'économie et du redressement productif, Arnaud Montebourg, qui appelé le gouvernement à axer plus sa politique sur la demande et pas seulement l'offre.

Objectif: des prêts ciblés

Parmi les mesures présentées, Mario Draghi a mis l'accent sur le programme de prêts ciblés et à très long terme (TLTRO), dont le premier sera accordé en septembre 2014. Celui-ci susciterait «un intérêt significatif de la part des banques». D'ailleurs, Mario Draghi n'a pas hésité à indiquer qu'ils se tenaient «prêts à ajuster davantage la position de notre politique». Pour Bruno Cavalier, économiste à Oddo Securities, Mario Draghi «marque clairement une inflexion supplémentaire de la BCE pour soutenir l'économie. Et, sans nommer personne, il s'adresse à la fois à l'Alle-

magne, quand il se soucie de soutenir la demande, mais aussi à la France, lorsqu'il souligne l'importance des réformes structurelles et des baisses de dépenses publiques courantes».

Par ailleurs, la BCE a décidé d'avancer rapidement dans sa réflexion concernant le moyen d'acheter des titres adossés à des prêts (ABS). Ce marché sinistré depuis la crise pourrait faciliter le financement des entreprises. En parallèle, le président de l'institution a expliqué: «nous avons déjà observé un mouvement sur le taux de change (de l'euro) qui devrait soutenir à la fois la demande et l'inflation». Ce dernier garde un œil sur le niveau élevé de la monnaie européenne par rapport aux autres devises mondiales, car celui-ci est un risque, si il est trop élevé pour les exportateurs et les politiques européens.

Céline Tabou

Installations d'assainissement non collectif dans la CINOR

Le SPANC relance sa campagne de diagnostic

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif lance une campagne d'information et de sensibilisation auprès des usagers concernés sera lancée à compter du 31 août sur la base de supports divers: affichage en mairies et mairies annexes, communiqués dans les revues communales et sur les sites internet. Elle vise les foyers qui ne sont pas connectés au tout-à-l'égout. La direction du SPANC, sous la présidence de Maurice Gironcel, a présenté hier cette nouvelle campagne de diagnostic.

La régie du SPANC (Service Public d'Assainissement Non Collectif) de la CINOR relance en octobre prochain sa campagne de diagnostic des installations d'assainissement non collectif des propriétés de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne. Elle concerne 15.000 habitations sur l'ensemble du territoire de la CINOR.

Rendu obligatoire par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, le contrôle des installations d'assainissement non collectif est un véritable enjeu pour la salubrité publique et la préservation de l'environnement.

En effet, il permet de vérifier que les eaux sont dépolluées avant d'être rejetées dans le sol et donc dans les ressources en eau.

Une redevance valable pour 4 ans

Dans le cadre de cette campagne de diagnostic, il s'agit pour le SPANC d'accompagner les particuliers concernés dans le suivi de leur installation d'assainissement non collectif afin de leur permettre d'être en conformité avec la loi. De même, cet accompagnement repose sur un enjeu majeur: le respect de l'environnement et la préservation de nos ressources en eau de notre territoire.

Le diagnostic initial de chaque dispositif, nécessaire à la réalisation préalable d'un état des lieux, sera réalisé par les services de VEOLIA EAU et du SPANC pour les usagers du territoire.

Comme pour l'assainissement collectif, des redevances ont été définies par le SPANC pour l'assainissement non collectif. Elles s'appliquent après le

contrôle.

Par décision du Conseil d'Administration de la Régie du SPANC, les tarifs en vigueur ont été arrêtés. A titre d'exemple, pour un contrôle de diagnostic, il en coûtera 100 euros à l'utilisateur, valable pour une durée de 4ans. Cette somme sera perçue en quatre fois dans le cadre des conventions avec les fermiers de

An plis ke sa

Le bureau du SPANC

Le 20 mai dernier s'est tenu le Conseil d'Administration de la Régie du Service Public d'Assainissement Non Collectif qui a élu le nouveau Bureau du SPANC. Il est composé de Maurice Gironcel (CINOR), président de Georges Rassaby (SREPEN) comme vice-président), de Ravy Vellayoudom et Yvette Ducheman (CINOR), Noor Olivier Bassand (LCR) au titre de membres. Au titre de suppléants, ont été élus: Johny Adekalom (CINOR), Marlène Rodier et Jean-Pierre Esperet (CINOR), Samuelle Imaho (LCR).

Qu'est-ce que l'Assainissement Non Collectif?

L'assainissement non collectif ou individuel est un dispositif permettant aux habitations non raccordées au réseau public d'assainissement (tout-à-l'égout) d'assurer de manière «autonome» l'épuration de leurs eaux usées domestiques, avant leur rejet dans le milieu naturel.

Que veut dire "règle du SPANC" ?

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé en 2006 par la CINOR, en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992.

Il assure, conformément aux obligations réglementaires, le contrôle des installations d'assainissement autonome et leur conformité aux normes imposées.

Déroulement d'une visite

A compter de septembre prochain, l'utilisateur concerné par le diagnostic recevra un courrier l'informant de la visite d'un technicien de Veolia Eau ou du SPANC. Un deuxième courrier confirmera le jour du passage du technicien pour le diagnostic et ce une semaine avant la date de ce contrôle.

Le jour de la visite, le technicien prend connaissance de la conception et de la localisation de votre installation. Différents éléments, tels que la fosse septique ou la fosse toutes eaux, le bac à graisse, la ventilation, les tuyaux de raccordement, l'épandage... seront ensuite inspectés pour en déterminer l'état et le fonctionnement.

Lors de cette visite, le titulaire de l'abonnement d'eau

potable de l'habitation devra être présent, et l'accès à l'installation d'assainissement devra être facilité (ouverture de différents regards). De plus, tous les documents relatifs à l'installation devront être mis à disposition du technicien (plans, attestation de conformité, factures de vidange et d'entretien, factures de l'entrepreneur ayant réalisé les travaux, factures des matériaux utilisés...)

La visite dure environ 45 minutes. A l'issue du contrôle, un rapport de visite, où seront consignées les observations et autres recommandations, sera établi. Pour rappel, les services du SPANC interviennent dans les différents contrôles pourtant sur le diagnostic des installations existantes, l'étude du bon fonctionnement, une étude effectuée tous les 4 ans, les installations neuves lorsqu'un permis de construire ou une réhabilitation a été instruite

Le social grand absent du séjour du président de la République à La Réunion

CGTR : «La visite de François Hollande a déçu les travailleurs»

Dans une déclaration adressée à la presse, la CGTR tire les premiers enseignements de la visite de François Hollande à La Réunion.



Les revendications des manifestations n'étaient pas à l'ordre du jour de la visite de François Hollande. Ce dernier n'a pas rencontré les syndicats de travailleurs.

Au delà de principes et de positions affirmés ou plus souvent réaffirmés, concrètement les salariés restent sur leur faim. Le Social reste le grand absent de cette visite.

Contre le chômage, ce mal qui ronge la société réunionnaise il n'y aura rien. Le gouvernement entend garder le cap de l'austérité et même aller plus loin. Les 40 000 emplois d'avenir vont certes donner une bouffée d'oxygène aux jeunes, mais ne s'inscrivant pas

dans une logique d'insertion les problèmes resurgiront à leur expiration. Et la saga des emplois aidés continuera avec son lot de démagogie, de posture politique et de pression sur les bénéficiaires.

Pour relever le pouvoir d'achat des salariés, des retraités, de ceux qui touchent que les minima sociaux, il ne faudra pas compter sur le gouvernement. Le retocage par le conseil constitutionnel de l'exonération des

cotisations sociales dites salariales ne sera pas l'occasion d'une augmentation nécessaire et utile du smic et des minima sociaux et des salaires. L'atteinte portée au pacte de solidarité ne fait que ressortir de façon plus claire l'injustice et l'iniquité sociales qui constituent la matrice du pacte de responsabilité.

Les seules mesures, bien concrètes celles là, relèvent de la déclinaison du pacte dit de responsabilité. Alors qu'aucune contrepartie ne sera demandée au patronat pour cette aide massive tirée de la poche principalement des travailleurs.

Par ailleurs, la CGTR restera vigilante sur l'accès des réunionnais à l'emploi et aux postes de responsabilités en particulier sur la mise en place de classes préparatoires aux hautes fonctions, sur la définition de la charte dans le secteur privé et des CIMM. Il y a encore loin de la coupe aux lèvres! Elle le sera également, comme toujours, à faire que Port Réunion devienne un hub de transbordement dans la zone.

Après les paroles, les actes! Encore, fallait il des paroles sur le Social! Saint Denis le 26 aout 2014

**La CGTR
Ivan Hoareau**

Accompagnement dans les transports scolaires

Le TCO enclenche la vitesse supérieure, avec le GET 974

Avec cette nouvelle rentrée, le TCO réitère sa confiance envers le GET 974 et lui confie de nouvelles missions qui impliquent pleinement ses agents. Avec 62 agents, les «Chemises Orange», le GET 974 intervient dans les transports scolaires sur 57 circuits desservant les établissements, de la maternelle au lycée. Ils accompagnent et assistent au quotidien plus de 10 000 élèves dans leurs déplacements.

Outre les contrôles techniques réali-

sés dans le cadre règlementaire, le TCO a missionné les «Chemises Orange» dans une vérification hebdomadaire de l'état extérieur et intérieur des cars et une remontée d'informations susceptibles d'accroître le niveau de sécurité et la qualité du service rendu.

Le GET 974 est la seule structure indépendante de l'île à proposer l'accompagnement et l'assistance dans les transports collectifs. Fort de 12 ans d'expérience, il propose un ensemble

de procédures limitant les risques encourus (accident, retard, violence verbale, physique ...) qu'il a développées avec le TCO.

Au-delà des missions de contrôle, le pointage des élèves et la vérification du port de la ceinture entre autres, les agents de GET 974 s'assurent du respect des règles d'usage en matière de civisme et de premiers secours.

Otè!

Dévelop lo péi avèk in plan lé bon pou La Rényon!

Matant Zélida la ékri Justin:

*Mon shèr nové, mon pès salté,rouj-de-fon dovan l'éternité,
Souvan dé foi mi lir aou. Pa pou aprann dé bone shoz, mé pou konète koman out léspri la fine torté par raport sak zot i apèl l'idéoloji d'lo parti. Dizon in sort tramay k'i trap désèrtènn shoz é d'ot li trap pa é d'après sak mi konpran li lé konm programé pou sa. Moin pèrsonèl, mi trouv zot tramay sansa zot filtre la pa bon pars la pa sa k'i done in bon léktir la sosyété. Par égzanp, zot l'après kriy toultan: "Donn kréol travay!" alé oir sé pa lo travay i kont sé lo nivo d'vi ou nana kisoï avèk larzan travay, kisoï avèk larzan loiyé, kisoï ankò avèk larzan pansion, sansa tout manyèr an avoir la moné épi manyé ali pou gingn zoinn lé dé bout par l'milyé. L'èr-la, i pé di La Frans lé kolonyal si zot i vé, mé sa i pèrmète shakinn gingn son soso. Alor siouplé, ramas in pé zot band-rol pars sa in n'afèr i pas pi. Tok! Pran sa pou toi!*

Justin la fé pou répons:

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, ala ké zordi ou i diskit dsi la filozofi: la valèr di travay! La valèr lo an déor-travay! Mé matant mi rogrète dir aou si ou na poin in bon travay ou i gingn pa out vi konm k'i fo..amoin ké ou i brikol dann in séktèr malonète. L'èr-la, kisoï la moral bourzoiz, kisoï la moral kominis, kisoï la moral rolizyèz, sa sé in n'afèr i pé pa aksépté dann la sosyété. Solman si ni parl travay i fo, sanm pou moin, oir dann kèl séktèr ou i travay. Sak ni roproush lo pouvoir kolonyal sé an avoir anpèsh anou dévlop konm ki fo nout bann prodiksion, sé d'avoir bar lo dévlopman nout fors prodiktiv, nout l'agrikiltir, nout l'indisitri, nout pèsh épi tout sak i fé k'in péi na in lékonomi dévlopé ou ké li na poin in lékonolmi dévlopé.

Lo travay, pou nou kominis, pou nou bann kont-kolonyalis sé sak i pèrmèt aport in plis-vali, donk donn plis la valèr lé shoz. In légzanp: ou i pran in pyè d boi, ou i débit ali an plansh, èk lo plansh ou i fé mèb, sansa ou i garni out kaz pou abat la shalèr ébin matant sa i vé dir ou i aport la plis- vali. Ou i donn plis la valèr lé shoz é an rotour ou i gingn in salèr, sansa in rovni. Dévlop lo péi matant sé donn la pli vali lé shoz. Sé sa ké ni vé é sé sa ké nou la pa antann dann la boush prézidan Hollande. Pou li la pa bézoin in plan pou dévlop lo péi i fo fé konm sak li nana dann son tèt. Pou nou kominis i fo dévlop lo péi avèk in plan ké lé bon pou nou. Tok! Pran sa pou ou!

Justin

NB In patoi pou La rout: "zoinn lé dé bout par l'milyé!" sé kan ou i ariv a trap la fin n'moi avèk out larzan lo moi san ète a sèk momandoné. Bann pov, la finm moi i i ariv lo kinz lo moi, dé foi avan. Bann moun friké, zot i mank zamé lo vout, é zot i pass zot tan pou gonf zot pla.